

université de
PARIS-I PANTHEON-SORBONNE
département de sciences politiques
mémoire de D.E.A. :
RELATIONS INTERNATIONALES
option : DEFENSE

COUTS ET AVANTAGES
DES EXPORTATIONS
FRANCAISES D'ARMEMENT

Jean-Paul HEBERT

directeur de recherche:
M.Gérard DUCHENE

jury: président: M.Gérard DUCHENE
assesseurs: M.Daniel COULMY
M.Dominique DAVID

novembre 1986

Table des matières

Page	
3	PRELIMINAIRE
10	INTRODUCTION
15	1 L'évolution quantitative et qualitative des transferts d'armements français sur la longue période
17	1.1 Les années cinquante : reconstruction et réorganisation du secteur armement.
18	1.2 Les années soixante : un premier palier significatif.
22	1.3 Les années charnières 1970-1974
23	1.4 Depuis 1975 , les vaches grasses...
26	2 Le discours politique sur les ventes d'armes
26	2.1 L'objectif d'indépendance
28	2.2 Le contrôle et les limitations
34	3 Les différentes approches du phénomène production et transferts d'armements
34	3.1 Approche économique
36	3.2 Approche stratégique
37	3.3 Approche politique et diplomatique
40	3.4 Approche éthique
42	Chapitre 1 : LES SOURCES DE L'ETUDE .
42	1.1 Les sources publiques
46	1.2 Les autres sources
48	1.3 Le comité des prix de revient des fabrications d'armement.
50	13.1 Qu'est-ce que le CPRFA ?
52	13.2 Difficultés et limites des travaux du CPRFA
59	13.3 Le contenu des quatorze premiers rapports du CPRFA
66	Chapitre 2 : LES APPORTS DE L'ETAT AU SECTEUR ARMEMENT .
66	2.0 Préliminaire
70	2.1 Les avances
70	21.1 Les avances du titre V
72	21.2 Les avances de l'article 90
76	21.3 Les remboursements des avances par les entreprises.
81	21.4 Les versements de redevances
83	21.5 Les exonérations
85	21.6 Effet global des procédures d'avances
86	2.2 Les autres contributions de l'Etat
87	22.1 Aide à la prospection et à la présentation de matériels
87	22.2 Les postes à l'étranger
88	22.3 Prestations gratuites ou peu onéreuses
89	22.4 Marges pour études
89	22.5 Contributions diverses
89	22.6 Soutien à l'activité
90	2.3 Les garanties de l'Etat
91	23.1 Garantie de reprise "article 29"
92	23.2 Gestion de programmes internationaux

92	23.3 Garanties à l'exportation
93	23.4 Garanties à des opérations industrielles
94	2.4 Aides spécifiques à certains programmes
97	Chapitre 3 : EVOLUTION DU COUT ET DU FINANCEMENT DES ETUDES ET DE LA R-D MILITAIRE .
97	3.1 Les dépenses globales de recherche-développement militaire
102	3.2 Le coût des études de certains programmes
108	3.3 Les études sans suite
110	3.4 Problèmes généraux des études
115	Chapitre 4 : LES PRIX DANS LE SECTEUR DE L'ARMEMENT .
116	4.1 La formation des prix
116	41.1 Méthodes comptables
119	41.2 Définition des prix
124	41.3 Application pratique
126	4.2 Le régime des marchés
129	4.3 Le contrôle des prix
131	4.4 La politique des prix
136	Chapitre 5 : LA DERIVE DES PRIX .
138	5.1 Les facteurs explicatifs de la dérive des prix
138	51.1 Les facteurs généraux
138	511.1 L'inflation générale
140	511.2 Le soutien de l'emploi ou de l'activité
144	511.3 Insuffisances de productivité
146	51.2 Les facteurs spécifiques
146	512.1 La rémunération des industriels
156	512.2 Le poids des "annexes"
160	512.3 Qualité des prévisions
164	512.4 Le perfectionnisme
168	512.5 L'évolution technologique .
170	5.2 Prix des armes : y a-t-il une dérive spécifique ?
170	52.1 Que sait-on du prix des armes ?
180	52.2 Peut-on préciser la dérive des prix ?
198	52.3 Y a-t-il finalement une dérive spécifique ?
204	Chapitre 6 / LES EFFETS DE SERIE .
205	6.1 La théorie de l'effet d'apprentissage
214	6.2 Les effets de série observés
214	62.1 Les effets d'apprentissage
221	62.2 Les autres effets de série
222	62.3 Les effets de série contrariés
224	6.3 Allonger les séries
228	Chapitre 7 : LES EFFETS DES EXPORTATIONS .
231	7.1 Les contraintes spécifiques à l'exportation
231	71.1 La domination du dollar
232	71.2 Les coûts propres aux exportations
235	71.3 L'interaction avec l'équipement de l'armée française

" LA DEFENSE NE PEUT ETRE ASSUREE QUE PAR LA CLARTE DU
" CONSENTEMENT CIVIQUE . "

(Alain JOXE) (1)

(1) "France mère des armes et des mots" in "ARMES". Autrement N°73
octobre 1985 . p.220

Préliminaire

La clarté du consentement nécessite la clarté de l'information.
Et, en ce qui concerne les armes, leur production et leur exportation,
tout n'est pas clair encore .

LE SORT DES ARMES .

Certes, les armes sont bien loin d'être le "tout" de la défense
(GUIBERT écrivait : "quand la valeur des armes baisse, on allonge les
armes"); l'Histoire nous enseigne cependant à ne pas sous-estimer
leur rôle :

Quand CESAR, au large du MORBIHAN , s'attaque à la flotte des
VENETES, qui sont de bien meilleurs marins, c'est à ses "ingénieurs de
l'armement" qu'il doit la victoire :

" Une invention préparée par les nôtres fut d'un grand se-
" cours : c'étaient des faux extrêmement tranchantes, emman-
" chées de longues perches, assez semblables à nos faux mu-
" rales. Avec ces faux on accrochait et on tirait à soi les
" cordages qui attachaient les vergues aux mats; on les rom-
" pait en faisant force de rames; une fois rompues les vergues
" tombaient forcément et les vaisseaux gaulois, en perdant
" leurs voiles et les agrès sur lesquels ils fondaient tout leur
" espoir étaient du même coup réduits à l'impuissance ." (2)

Toutefois, d'autres exemples montrent aussi que l'avance techni-
que ou l'innovation dans le domaine des armements ne suffisent pas tou-
jours à décider de la victoire : Ainsi quand , sous TIBERE, l'Eduen
JULIUS SACROVIR mène une des dernières grandes tentatives gauloises de
secouer le joug romain, il innove militairement lors de la bataille d'AUTUN
qui sera la rencontre décisive, en plaçant en première ligne pour soutenir
le choc des légions de SILIUS ses crupellaires : des hommes bardés de fer
de la tête aux pieds et ainsi "impénétrables aux coups" . Hélas si cette
première version de l'armure protège ceux qui la porte , elle les rend peu
habiles pour frapper et lents à se déplacer ...les gaulois seront défaits (3).

2) CESAR : "commentaires de la guerre des gaules" livre III.chap.XIV

3) et SACROVIR sera très injustement oublié...TACITE : "Annales".Livre III.
chap.XLIII à XLVI .

Si les armes ne sont pas le "tout" de la guerre, elles en sont quand même le moyen ultime, le signe, le symbole et ces morceaux de métal soigneusement usinés pour mieux donner la mort cristallisent les passions, les hantises, les antagonismes des sociétés et des individus qui ne peuvent s'en saisir sans en être transformés .

LES MYSTERES DE L'ANALYSE :

L'analyse de la production et du commerce des armes peut-elle alors éviter d'être entachée d'irrationalité, de lapsus étonnants, d'aveuglements inexplicables ?

Surtout que les exportations d'armements sont aussi un des lieux d'affrontement les plus cruciaux du domaine éthique et politique et qu'elles ont en outre une telle importance stratégique qu'elles s'habillent de discours double, triple ou plus compliqué encore .

D'où un foisonnement d'aspects déroutants :

- En février et mars 86, les communiqués officiels se succèdent annonçant une enquête approfondie sur les ventes d'obus français à l'IRAN. On "cherche les complicités". On n'avait pas connaissance de ces contrats. Pourtant, ces ventes étaient si peu clandestines que la firme LUCHAIRE ayant exécuté le premier contrat et ayant obtenu le suivant a construit, pour tenir la cadence de production nécessaire, une nouvelle chaîne de montage de vingt millions de francs (4).

- Quel candidat (heureux)(5) à la présidence de la République déclarait dans sa campagne électorale :

"Certes il y a des ventes d'armes et nous avons une capacité
"à vendre, mais je ne pense pas que ce soit un secteur dans
"lequel nous devons accentuer notre effort. Par exemple,
"sur le plan aéronautique j'ai été - et j'ai même été mal com-
"pris à certains moments- favorable à la reconversion vers la
"production civile de nos capacités aéronautiques . " (6)

4) source privée .

5) ou en tout cas victorieux...

6) in "L'élection présidentielle de mai 1974". Supplément aux "Dossiers et Documents" du Monde . Mai 74 .

C'était Valéry GISCARD D'ESTAING ...

- L'Islam existe-t-il ? (du moins parmi les clients de nos industries d'armements). On pourrait en douter en relisant le texte suivant de Georges POMPIDOU :

"Parmi les pays concernés, il y a , si j'ose dire, quatre religions : catholique, protestante, juive et marxiste . Il se trouve que les principaux états à direction protestante, que les états à direction marxiste , que l'état juif sont surarmés . Faut-il donc empêcher le plus sous-armé des états catholiques de poursuivre son effort ?"(7)

- De même, les chiffres concernant les armes ont-ils un sens quelconque ?

- A quelques semaines d'intervalle en 1985, le ministère de la défense publie des chiffres sur nos ventes de l'année 84 . Les montants diffèrent de presque 25%...Et personne ne s'en étonne ni ne demande pourquoi.(8)

- Le ministère britannique publie une étude qui montre que le prix des avions de combat a quadruplé en quinze ans . Un jour, dans un article postérieur, une faute de frappe transforme "15" en "5"...et depuis on trouve partout que le prix des avions a quadruplé en cinq ans (9).

Et qui croire ?

- Le prix d'un S.N.L.E. est-il passé de un milliard de francs en 1974 à dix milliards en 1985 ?(10)

- Et quel est le prix d'un Mirage F-1 ? cinquante et un millions de francs comme on peut le déduire du huitième rapport du Comité des prix de revient des fabrications d'armements ou cent vingt-trois millions comme il ressort du quatorzième rapport du même comité ?(11)

- Et est-il possible que l'on vende à l'INDE des Mirage 2000 aux neuf douzièmes de leur prix, comme l'écrit Le Monde (12) ?

Et comment combler les lacunes ?

7)G.POMPIDOU "note adressée à un évêque français le 8 mai 1973" in "Entretiens et discours" PLON. (p.378-379).

8) Voir infra le début du chapitre 7 .

9) ce qui élève au cube une dérive déjà importante...Voir chapitre 5 note 89 .

10) Voir chapitre 5 paragraphe 52.1

11) ibidem

12) Le Monde 24 janvier 1985

Quel est le pays qui, désireux d'acheter des torpilles en 1984, pouvait être dans une zone assez sensible pour que le gouvernement soit obligé d'annuler le contrat ?(13)

Tant de questions en suspens, de données contradictoires, d'informations peu innocentes et de lacunes : l'information sur les transferts d'armements n'est pas aisément accessible ni exploitable et quand M.MERLE pour souligner le peu de fiabilité des données sur les crédits consacrés au développement note que :

"paradoxalement, c'est dans le domaine de la fabrication et
"du commerce des armes, normalement couvert par le secret
"militaire, que l'on dispose de la masse d'information la plus
"complète, sinon toujours la plus précise.."(14)

on ne peut qu'en conclure que l'information dans le domaine du développement doit être très fragmentaire et ajouter que si les informations sur le commerce des armements sont effectivement très importantes dans le cas des Etats-Unis par exemple, il n'en va pas de même pour tous les pays et qu'en particulier pour le sujet qui nous intéresse les autorités françaises ne sont guère loquaces .(15)

L'IMAGE DES ARMES .

On ne peut aborder cette analyse sans signaler que l'image même des ventes d'armes a changé :

Il y a trente ans, Boris VIAN raillait "le petit commerce " :

"Je vends des canons
"des courts et des longs
"des grands et des petits
"j'en ai à tous les prix
"Y'a toujours amateur pour ces délicats instruments
"Je suis marchand d'canons Venez me voir pour vos enfants
"Canons à vendre " (16)

13) cf. Infra "Les effets des exportations"

14) Marcel MERLE "Sociologie des relations internationales" Dalloz .(op.cité) 3ème édition p.104 note 21.

15) Ainsi l'arrivée de Paul QUILLES au ministère s'est-elle accompagnée de la suspension de parution du "rose" : "Analyse économique des dépenses militaires", document pourtant fort instructif .

16) Le Petit Commerce . 1955. in : Boris VIAN : "Textes et chansons" 1966 Edition 10/18 N°452 . p.122

Et HERGE, s'inspirant de Basil ZAHAROFF, dessinait un trafic cynique :



(17)

Tout cela a bien changé : on est passé à un commerce d'état qui contribue notoirement à améliorer la balance des paiements . Et de "La Vie" à "L'évènement du jeudi" en passant par "Le nouvel Observateur" ou "Valeurs actuelles", les ventes d'armes sont devenues un sujet "grand public".

Dans cette évolution, l'efficacité de l'Exocet dans la guerre des Malouines a taillé à cet engin une place dans la mythologie nationale, quelque part entre Astérix et les taxis de la marne...La séduction de ce missile "terriblement français" (...pas très gros mais tellement intelligent...) n'a pas peu contribué à ce que puissent se développer des analyses qui partent du postulat : "les armes sont des productions comme les autres, soucions-nous principalement de la santé du commerce extérieur".

CERNER LES AVANTAGES ET LES COÛTS .

Ces ambiguïtés, approximations, lacunes sont-elles irrémédiables? Est-il possible d'essayer de préciser en quoi les exportations d'armes françaises sont ou non "avantageuses" ? En quoi elles sont ou non nécessaires ?

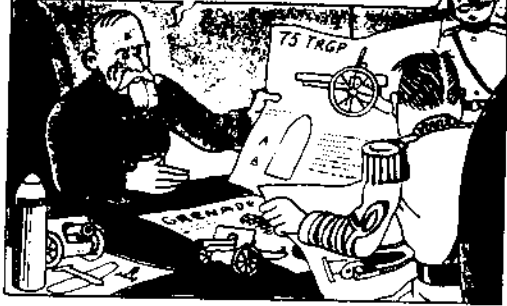
Il faut pour cela d'abord présenter de façon globale ce qu'est le commerce français d'armements et hiérarchiser les arguments qui s'y rapportent .

Ensuite seulement on pourra s'attacher à préciser ce qu'on peut savoir du prix des armes (leurs prix à la production et ce qui en est financé par l'état, la formation de ces prix et leur évolution) pour montrer l'effet que l'allongement des séries a sur les coûts de fabrication et la place que l'exportation occupe dans ce processus .

Bonjour général Alcazar. J'étais de passage dans votre pays et je me suis permis de venir vous soumettre nos derniers mo-
deles.



Voici notre toute dernière création: le 75 T.R.G.P.; c'est un article de toute première qualité; c'est souple, maniable, robuste et ça vous envoie à 15 kilomètres un amour de petit obus nickelé...



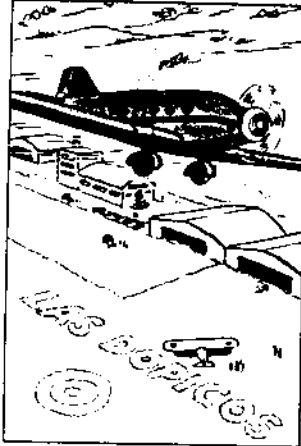
Oh! Oh! ça devient grave. Écoute, Ramon: Las Dopicos... Un détachement de soldats nuevo-riquiens a pénétré sur le territoire de San Theodoros et a ouvert le feu sur un poste frontière. Celui-ci riposta et un violent combat s'ensuivit, au terme duquel les nuevo-riquiens se retirèrent, ayant subi de lourdes pertes. De notre côté, un caporal a été légèrement blessé par des éclats de cactus.



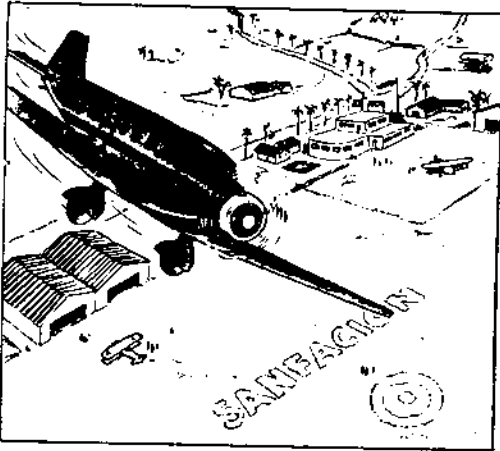
A l'aéroport.



Mon cher pilote, nous partons maintenant pour Sanfacion, la capitale du Nuevo-Rico. Bien, Monsieur.



... et six douzaines de 75 T.R.G.P., avec 60.000 obus, pour le gouvernement de San Theodoros. Paiement en douze mensualités.



Au palais du général Mogador! Très bien, señor.



Une demi-heure plus tard...



Nous retournons à l'aérodrome. Bien, señor.



... et six douzaines de 75 T.R.G.P., avec 60.000 obus, pour le gouvernement du Nuevo-Rico, paiement en douze mensualités.



Conclusion

OU VONT LES VENTES D'ARMES FRANÇAISES ?

L'état actuel du marché laisse penser que les aléas que nous avons soulignés dans le premier chapitre ne sont pas près de se réduire et que l'avenir pour le secteur français de l'armement présentera des difficultés sérieuses.

Certes, la prudence s'impose quant aux pronostics que l'on peut faire sur l'évolution des ventes d'armes françaises : on a vu l'amplitude des variations passées : ces aléas interdisent d'extrapoler le mouvement actuel et, dans le passé déjà, des anticipations, pourtant bien informées, ne se sont pas toujours réalisées :

Ainsi en 1970, en présentant la loi de programmation 1971-1975 MM. DEBRE et FANTON écrivaient-ils :

"En toute hypothèse, l'activité "armement" sera appelée à diminuer en valeur relative, compte tenu de la vigoureuse impulsion qu'il est prévu de donner à l'activité industrielle de la nation au cours du VIème plan" (1)

affirmation que la suite démentira .

Ou bien encore en 1974, J-B PINATEL, constatant que :

"depuis 1964, la croissance en valeur absolue des exportations de matériel militaire se ralentit"

assurait (en nuancant quand même les attendus) :

"Tout porte à croire que cette tendance /au ralentissement/ se poursuivra dans les années à venir".(2)

En fait, les années suivantes furent celles d'un accroissement accéléré .

Toutefois, la prudence dans le pronostic ne veut pas dire que toute analyse soit inutile : la "naïveté" n'est pas de mise en ce domaine : En 1983, J-F DUBOS, chargé de mission auprès de C.HERNU précisait, d'après D.FILATRE, qu'il s'agissait de "maintenir un rythme de croisière" sans "être demandeur d'une expansion" (3)

1) J.O. A.N. N°1361 (rectifié) Annexe au PV de la 1ère séance après le 30.6.70 p.21 (annexe III : les conséquences industrielles des programmes d'armements)

2) PINATEL.DN.10/74.p.126.(Art.cité).

3) Dominique FILATRE : "Ventes d'armes : une politique ?" Mémoire de DEA p.65 (cf. Références bibliographiques).

La suite a prouvé qu'il en allait autrement . On ne peut donc se limiter à enregistrer des déclarations d'intention, il faut aller plus loin et s'interroger sur ce qui conditionne l'avenir des ventes d'armes : or le caractère principal de ces ventes nous paraît être leur dimension stratégique et politique . L'affirmation n'est pas neuve : parmi bien d'autre, c'était l'analyse du Général GALLOIS il y a vingt ans quand , analysant les rapports entre les Etats-Unis et leurs alliés, il citait (malicieusement) ce point de vue du Daily Télégraph :

"Les efforts américains pour s'adjuger le monopole des armements les plus importants, soutenus par l'action décidée du gouvernement de Washington, ne déclenchent pas seulement une sorte de guerre froide à l'intérieur de l'OTAN, mais aussi affaiblissent la force de l'alliance en lui faisant utiliser des armes de qualité inférieure. Cherchant à ré-équiper leurs forces avec des armes modernes, les petites nations sont obligées d'accepter des types anciens parce que les Américains, disposant en grandes quantités de vieilles armes, les cèdent à bon compte: parcequ'à ces prix très bas s'ajoutent diverses formes de pressions, allant de celles de l'ambassadeur jusqu'à celles de ses services, les petites nations ne peuvent refuser ". (4)

C'était la logique aussi du rapport LIMOUZY :

"Depuis la seconde guerre mondiale, le nucléaire, l'informatique, l'aéronautique et l'espace, à un moindre degré la pétrochimie, constituent les secteurs-clefs de la puissance des nations. L'existence et le dynamisme des industries de pointe sont le seul véritable garant d'une indépendance nationale.

"Nous devons enregistrer que le développement de ces industries n'est pas toléré dans les pays que Yalta a placés dans l'orbite soviétique .

"Et il faut bien observer que parallèlement le poids économique des Etats-Unis dans l'ensemble occidental joint à une volonté politique que certains signes rendent évidente ,

4) Pierre M GALLOIS : "Crédits militaires et développement scientifique et industriel" in Politique Etrangere N°2-1965 p140 à 160 (Art.cité).

"aboutit sinon au même résultat du moins à la même tendance"(5)

Et l'on pourrait multiplier les citations d'analyse mettant en valeur le caractère hautement stratégique de l'activité d'armement.

"L'ECONOMICISME" EST MYOPE .

Mais si l'affirmation du caractère stratégique de l'armement n'est pas neuve, elle est insidieusement battue en brèche puisque depuis plusieurs années on assiste à une montée du discours "économiste", mettant au premier rang les effets sur le commerce extérieur et l'emploi .

Deux éléments principaux (outre les contraintes particulières de la crise économique) nous paraissent expliquer le succès de ce discours :

- d'une part, c'est un moyen de contourner les analyses qui critiquent les ventes d'armes : les résultats (et mécanismes) économiques étant supposés neutres et purement techniques sont indiscutables : souhaitables ou pas, peut-on se priver des exportations d'un secteur qui rapporte trente milliards de francs et occupe trois cent mille personnes ?
- D'autre part, cette perspective étroitement gestionnaire est tout à fait en harmonie avec un mouvement général de "dépolitisation" et de méfiance de l'idéologie .

Cette analyse économiste est relativement efficace à court terme pour "justifier" les ventes d'armes. C'est pourtant une analyse myope qui, à trop établir le primat de l'Economie sur le Stratégique, prend sur le long terme le risque de justifier la disparition de l'industrie française d'armement :

A supposer en effet que le marché se ferme à nos productions principales et que du coupla situation des firmes devienne plus difficile faudrait-il alors "laisser tomber" le secteur de l'armement ? Le privatiser ? Laisser à leur sort les "canards boiteux" ? Le vendre à l'étranger ? Le fermer purement et simplement ?...On voit bien que l'Economie ne peut qu'être subordonné au Stratégique .

L'ENJEU STRATEGIQUE : EXISTENCE D'UNE INDUSTRIE NATIONALE DE L'ARMEMENT

De plus, il n'est pas bien certain que cette analyse économiste

qui s'avance parée des vertus de la "pure technicité" (de l'objectivité...) soit si neutre que cela, ni que les conclusions qu'elle tire d'une analyse purement "commerciale" soient indiscutables :

En effet, l'examen détaillé des résultats économiques des ventes d'armes ne fait pas apparaître un bilan si clair que ce que suggère le solde du commerce extérieur dans ce domaine :

Tout d'abord, on a mis en évidence l'importance des transferts de l'état vers les industriels : ces transferts se font dans des modalités d'une grande variété et s'accompagnent d'appuis divers aux firmes . Ils sont la condition sans laquelle les firmes ne pourraient réaliser la plupart des productions qu'elles réalisent actuellement . De plus ces apports de l'état sont particulièrement importants dans le domaine de la recherche-développement : même si la part des industriels a été un peu rééquilibrée dans le financement des études ces dernières années, la part de l'état reste prépondérante (deux tiers à trois quarts des financements).

En contrepartie de ces apports, l'état ne paraît pas bénéficier d'un freinage sensible du prix des armements qu'il acquiert : cette question est difficile à trancher de manière assurée, faute en particulier de disposer de séries statistiques assez précises, assez longues et assez fiables : même quand des informations sont fournies, comme nous l'avons vu pour l'AMX 30, elles restent encore trop peu définies pour être mises en cohérence avec les données -plus partielles- que fournissent d'autres sources officielles . Sans doute pourrait-il être utile qu'une réflexion plus précise soit menée sur ce que doit être le secret quant aux prix des armes et aux conditions de production : si l'on conçoit aisément qu'une certaine discrétion soit réclamée par les vendeurs qui souhaitent disposer de marges dans leurs négociations, on a plus de mal à comprendre que le brouillard soit si dense sur des systèmes dont la production est terminée par exemple ou sur des systèmes qui ne sont pas exportés : le secret est censé être une protection contre les investigations d'un extérieur hostile ou concurrent . Il restreint assurément de manière efficace les informations dont dispose l'opinion. Est-il pour autant à l'abri des manoeuvres de services désireux de le percer ? On n'oserait en jurer : face au secret, l'espion et le chercheur ne jouent pas la même partie; faut-il leur appliquer les mêmes règles ? En tout cas, la rareté des informations rend malaisé l'élaboration de conclusions indiscutables .

Sous cette importante réserve, on peut quand même conclure que le prix des armements subit en France une dérive qui est pour l'essentiel le produit de deux facteurs très différents :

- d'une part le mode d'organisation de cette production
- d'autre part, l'incorporation d'une génération de matériel à l'autre de perfectionnements techniques dont le coût croît plus vite que le niveau général de la croissance, ne serait-ce que sous l'effet de la compétition quant à l'efficacité des armements qui oppose les grandes puissances ou leurs clientèles .

Etant donné la contrainte grandissante que représente cette évolution du prix des armes, on pourrait alors s'attendre à ce que, compte tenu des conséquences importantes que peuvent avoir les effets de série en obtenant , par l'apprentissage, une dégressivité des temps de fabrication donc (quoique de manière non proportionnelle) des coûts, les exportations d'armements aient surtout cet effet direct que tant d'argumentations reprennent : diminuer le prix des armements que la nation achète : en fait, là n'est pas sans doute, le bénéfice principal pour l'état. Des informations que nous avons rassemblées il ne paraît pas ressortir qu'un tel effet à la contraction du prix des armements joue de façon mesurable .

LE SCHEMA STRATEGIQUE

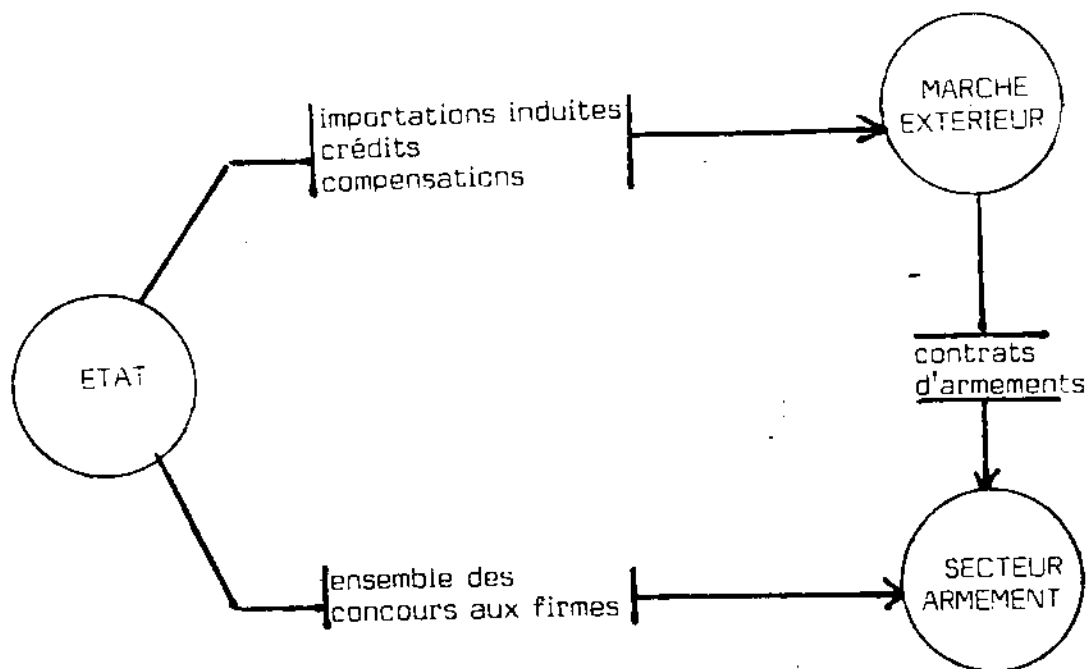
L'effet principal pour l'état est ailleurs : il porte sur l'existence même d'une industrie d'armement , capable de produire l'essentiel (6) des principaux systèmes d'armes de toutes natures nécessaires à la défense d'un pays aspirant à jouer un rôle relativement autonome dans le jeu stratégique mondial : les exportations, par leurs effets sur le plan de charge des producteurs, par les profits qu'elles rapportent à ceux-ci , permettent que les équipes de recherche ne soient pas dispersées, que la veille technique continue : elles maintiennent au-dessus du seuil d'existence le secteur de l'armement tel qu'il est en France (7)

6) encore que la question des fournitures électroniques, par exemple, mériterait d'être étudiée de plus près .

7) Ce qui ne veut pas dire qu'aucune évolution ne soit nécessaire. Voir en particulier en ce qui concerne la diversification des arsenaux (et sa difficulté) : BOUCHERON p.115 sq.

Mais ces avantages eux-mêmes que procurent au secteur de l'armement les exportations ne sont pas des avantages "nets" du point de vue de la nation : les exportations d'armements entraînent des exportations induites dont le niveau est un peu plus important que dans le cas de matériels civils . Surtout, elles font de plus en plus l'objet de compensations et de conditions de crédit particulièrement avantageuses . En outre si les marges sont finalement positives pour les entreprises, c'est en raison à la fois des concours de l'état à la réalisation des exportations et de sa modération quant aux prélèvements sur les marges ou quant aux redevances qui lui sont dues .

Du coup, entre l'état, le secteur de l'armement et l'extérieur se dessine un "schéma stratégique" différent du schéma "économiste" (8) :



dont la logique est que l'état -soit par ses apports directs aux entreprises, soit par son action pour permettre des contrats d'armement- s'avère le principal déterminant de l'existence d'un secteur d'armement considéré comme prioritaire .

8) cf. supra ch7 p2

LES RECHERCHES A VENIR

Si l'on admet la validité d'un tel schéma, on distingue alors pour l'affiner plusieurs pistes possibles de recherches :

- mesurer plus exactement ce poids de l'état dans les deux canaux (interne et extérieur) que nous avons décrit .
- connaître plus précisément le prix des armes (ou tout au moins l'évolution des prix de certains systèmes) en utilisant sur la longue période les documents budgétaires .
- comparer l'évolution du prix des armes françaises à celles de systèmes étrangers équivalents .
- Analyser le contrecoup sur les décisions stratégiques de cette importance que l'état accorde à un secteur de l'armement national (par exemple, quand la cour des comptes écrit en 1985 à propos de l'AEROSPATIALE :

"la division des "systèmes balistiques et spatiaux" connaîtrait à son tour des difficultés si de nouveaux programmes de missiles stratégiques ne prenaient pas la suite des programmes en cours "(9)

ce constat peut-il impliquer que la nécessité d'éviter des difficultés à l'Aérospatiale surdéterminerait les choix stratégiques quant aux vecteurs nucléaires ?) .

Peut-on suggérer que la mise sur pied en France d'un organisme de recherche qui se fixerait comme objectif d'être un Observatoire de la Production et des Transferts d'Armements ne ferait sans doute pas double emploi avec les structures de recherche existantes et pourrait contribuer à ce qu'un travail scientifique indépendant et sans à-priori donne à tous ceux -citoyens, politiques, militaires, techniciens, chercheurs- qui sont concernés par cette réalité des informations plus complètes que celles qui existent actuellement ? tant il est vrai qu'en France en 1986 ce qu'on sait des armes n'est pas à la hauteur de ce qu'on fait comme armes . Un tel observatoire contribuerait en tout état de cause à rendre moins irrationnelle ou moins épidermique l'approche de cette question stratégique capitale que sont les exportations d'armements .

9) CDC-85 p.223